

Loiret → Actualités

RÉGION ■ La conférence régionale du sport s'est tenue, vendredi, à Bourges, avec les JO en point de mire

Penser le sport de demain, défi régional

La conférence régionale du sport, qui réunit élus, services de l'État et acteurs du mouvement sportif, a été installée, vendredi, à Bourges (Cher).

Augustin Bouquet des Chaux et Valérie Mazerolle

L'acte un. Ou le prologue, plutôt. Vendredi, dans les locaux du Creps (Centre de ressources, d'expertise et de performance sportives) de la région Centre-Val de Loire, à Bourges (Cher), lieu du sport de haut niveau, élus, représentants de l'État et du monde sportif ont ouvert un vaste chantier, qui va se décliner sur plusieurs années : celui de l'élaboration, à plusieurs mains, d'une politique territorialisée du sport. Qui définisse une vision, des valeurs, des moyens financiers, humains et des cadres d'intervention.

Des interrogations, davantage que des réponses

L'initiative s'inscrit à la fois dans une histoire – celle d'un pays dont la singularité est d'avoir procédé à un aménagement sportif du territoire – et dans un futur proche : les jeux Olympiques 2024 qui viennent d'être attribués à Paris. Une annonce capitale, depuis laquelle, a souligné Claude Fleutiaux,



ESPOIR. Les gymnastes du centre régional, basés au Creps de Bourges, s'entraînent. PHOTO STÉPHANIE PARA

secrétaire général pour les affaires régionales, représentant le préfet de Région, « plus rien n'est comme avant ». « Ouvrons les discussions sans peur, sans l'angoisse de la page blanche. »

L'angoisse, on ne l'a pas vue dans l'hémicycle. On a vu l'enthousiasme. Celui, notamment, du président PS de la Région Centre-Val de Loire, François Bonneau, qui a salué « l'engagement d'une dynamique collective et solidaire ». On a vu, aussi, l'inquiétude. Rien d'étonnant, pour une première rencontre, au regard des enjeux.

Hier, l'heure était, en effet, davantage aux interrogations qu'aux réponses. Interrogations sur l'asso-

ciation du mouvement sportif, dont un de ses acteurs a rappelé qu'il « était dans une culture de la

concurrence ».

Interrogations sur les moyens donnés à l'ambition affichée de doubler le nombre de médailles d'or et d'atteindre 24 millions de licences sportives en 2024, quand leur nombre ne s'élève qu'à 17 millions aujourd'hui : « Entre la baisse du budget de l'État alloué au sport, les baisses de dotations aux collectivités qui sont un acteur majeur du milieu sportif et la fin des contrats aidés, les signaux négatifs, au plus haut niveau, se multiplient », a ainsi souligné François Dumon, président de la communauté de communes Vierzon-So-

logne-Berry. Interrogations, encore, sur le rôle des collectivités, après la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) qui a fait du sport une compétence partagée. Si certains ont vu là une possibilité pour chaque échelon de s'en emparer, d'autres ont plutôt retenu le fait qu'elle « n'était le champ de personne, l'oubliée ».

Intercommunalités : bon niveau d'action

Autre conséquence de la loi NOTRe : le renforcement des intercommunalités. En taille et en compétences. Les discussions ont fait émerger le fait que ce poids affirmé ainsi que la proximité qu'elles incarnent tendent à faire des communautés de communes le niveau le plus pertinent pour assumer les politiques sportives. Parce qu'elles seraient à même de mutualiser activités et équipements. L'idée a séduit, notamment dans un contexte de finances contraintes. Mais plusieurs élus l'ont souligné : nombre de communautés de communes n'ont pas endossé cette compétence.

Au-delà de ces interrogations relatives à l'action des collectivités dans les équipements sportifs et l'animation, c'est bien le sport lui-même qui a été interrogé, et notamment sa double dimension : compétition et loisirs. L'enjeu dépasse, on le voit, la préparation de Paris 2024. Il interroge la pratique sportive et les valeurs du sport. ■

La région a 2024 dans le viseur

L'accueil des jeux Olympiques 2024 était au centre des discussions. Bourges, avec le palais des sports du Prado, le vélodrome et le Creps, espère attirer les délégations étrangères. Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), installation de référence en matière d'équitation, peut profiter de l'élan olympique. Châteauroux (Indre) est en bonne position pour devenir base arrière de la délégation chinoise. Orléans se dit qu'en cas de raté sur Paris, le futur équipement CO'Met pourrait servir. Des outils peuvent aussi être mis à disposition de sportifs étrangers dans la phase préparatoire (dojo Rousseau, salle d'armes, stade des Montées et de La Source, etc.). CQFD. En tout cas, la métropole espère, d'ici là, avoir créé un pôle d'excellence pour les futurs grands sportifs de l'agglomération.

POLITIQUE ■ Quelque 200 personnes sur la journée Jour de fête à Lutte ouvrière

Militants, adhérents et sympathisants de Lutte ouvrière (LO) dans le Loiret se sont retrouvés, hier, à l'occasion de la fête départementale du parti d'extrême gauche.

L'événement s'est tenu à la salle des Bicharderies de Fleury-les-Aubrais. Au menu : des spectacles et un débat sur la situation de la France. « Macron et les patrons nous mènent la guerre sociale. Les travailleurs doivent mener leur propre lutte », ont martelé les militants.

Pour célébrer le centenaire de la révolution russe, le film « Russie 1917, la classe ouvrière ébranle le monde », a été projeté.



MILITANTS. Tous se sont réunis en soirée pour écouter le discours de Farida Megdoud, porte-parole régionale. PHOTO L. BARRE

« Nous pourrions faire la même chose ici », a ainsi affirmé Farida Megdoud.

Dans son allocution, la porte-parole régionale a

ensuite enjoint la centaine d'adhérents loirétains de LO à « retrouver le chemin de la combativité ». ■

Luc Barre

Orléans a son Grand campus



INAUGURATION. Le projet « Orléans Grand Campus » a été inauguré hier midi, en marge de la fête de la Science qui se tient, ce week-end, sur le site du BRGM à Orléans-La Source. Il s'agit du regroupement de cinq grands acteurs locaux de la recherche académique. À savoir : le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), l'université et le centre hospitalier régional d'Orléans.